

Division des ressources humaines (DRH)

Chef de division : Christophe TAULU

Affaire suivie par : Sylvie PAYET

Tél : 05 53 02 84 69 / Mél : Sylvie-Danielle.payet@ac-bordeaux.fr

**DECLARATION D'EXERCICE D'UNE ACTIVITE PRIVEE
DANS LE CADRE D'UN DEPART TEMPORAIRE OU DEFINITIF DE LA FONCTION PUBLIQUE**
(articles 25 septies et 25 octies de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée et décret n°2020-69 du 30 janvier 2020)

IMPORTANT : La présente annexe doit être transmise à la DRH de la DSDEN 24 accompagnée d'un courrier de l'agent expliquant son souhait d'exercer une activité privée pendant une période de disponibilité.

(En remplissant ce formulaire, merci de bien vouloir expliciter au moins une fois les sigles employés).

Nom : Prénom :

Date de naissance :

Adresse personnelle :

Téléphone personnel :

Adresse électronique personnelle : @

I. QUELLE EST VOTRE SITUATION ACTUELLE DANS L'ADMINISTRATION ?

Cochez les cases correspondantes

1. Situation administrative

Agent titulaire ou stagiaire

Agent contractuel

Votre corps et votre grade :

2. Position administrative

Vous êtes actuellement

- En activité
- En congé sans rémunération
- En détachement
- En disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise
- En disponibilité pour convenances personnelles / suivre son conjoint
- En disponibilité d'office / pour raisons de santé
- En exclusion temporaire de fonctions
- Mis à disposition
- En position hors cadres
- À la retraite
- Vous avez déjà définitivement cessé vos fonctions

Depuis le

Vous souhaitez

<ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Etre placé-e en congé sans rémunération<input type="checkbox"/> Démissionner<input type="checkbox"/> Etre détaché-e<input type="checkbox"/> Etre placé-e en disponibilité pour convenances personnelles<input type="checkbox"/> Etre placé-e en disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise<input type="checkbox"/> Etre placé-e en disponibilité pour suivre votre conjoint<input type="checkbox"/> Etre placé-e en position hors cadres<input type="checkbox"/> Etre admis-e à faire valoir vos droits à la retraite<input type="checkbox"/> Vous allez cesser définitivement vos fonctions (<i>ex. : fin de contrat</i>)	A compter
---	-----------------

3. Au cours des trois années précédant le début de l'activité privée que vous envisagez d'exercer, quelles ont été vos fonctions précises dans l'administration ?

Préciser :

- l'administration ou le service auquel vous apparteniez ;
- les fonctions que vous exerciez (en précisant notamment les activités ou secteurs professionnels dont vous aviez le contrôle ou la surveillance, ou pour lesquels vous aviez été amené à émettre un avis, conclure un contrat ou participer à la prise d'une décision)

.....

.....

.....

.....

II. VOUS SOUHAITEZ EXERCER UNE ACTIVITÉ DANS LE SECTEUR PRIVÉ OU DANS LE SECTEUR PUBLIC CONCURRENTIEL

1. Informations sur l'entreprise ou l'organisme

Nom (ou raison sociale) :

Adresse :

.....

Téléphone :

Adresse électronique : @

Secteur ou branche professionnelle de l'entreprise ou de l'activité :

.....

Forme sociale de l'entreprise ou de l'activité :

Exemple : auto-entreprise, SARL, SAS, activité libérale, VDI (vendeur à domicile indépendant), entreprise individuelle, association, etc.

.....

.....

ATTENTION : Pour les sociétés et associations, joindre les statuts ou les projets de statuts.

Joindre, si possible, une copie du contrat de travail ou de la promesse d'embauche.

2. Quelle sera votre fonction ou votre activité (description détaillée) ?

.....
.....
.....
.....

3. À quelle date est-il prévu que vous commenciez à exercer cette activité ?

..... / / 20.....

III. DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné-e (Nom – Prénom) :

souhaitant exercer une activité privée pour le compte de l'entreprise ou de l'organisme :

.....

déclare sur l'honneur :

- 1) ne pas avoir été chargé-e, dans le cadre des fonctions que j'ai effectivement exercées, de la surveillance ou du contrôle (financier, technique ou administratif) de cette entreprise ou d'une entreprise du même groupe au sens de l'article 432-13 du code pénal ;
- 2) ne pas avoir été chargé-e, dans le cadre des fonctions que j'ai effectivement exercées, de conclure des contrats de toute nature avec l'une de ces entreprises ou de formuler un avis sur de tels contrats ;
- 3) ne pas avoir été chargé-e de proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par l'une de ces entreprises ou de formuler un avis sur de telles décisions.

Fait à, le

SIGNATURE

DECISION DU DIRECTEUR ACADEMIQUE DES SERVICES DE L'EDUCATION NATIONALE	
<input type="checkbox"/> Accord	
Le cas échéant, réserves :
<input type="checkbox"/> Refus
Date :	L'inspecteur d'académie,
	Jacques CAILLAUT